

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU SYNDICAT MIXTE
DU BASSIN VERSANT DU TARN-AMONT**

DE_2021_050

Prolongation de la Déclaration d'Intérêt général pour les travaux de restauration de la mobilité du Tarn à St-Hilarin.

L'an deux mille vingt-et-un et le trente septembre, le comité syndical, dûment convoqué, s'est assemblé au nombre prescrit par la loi à La Malène, sous la présidence de Serge VÉDRINES.

Étaient présents : Jean-Michel ARNAL, Daniel AURIOL, Christine BEDEL, Didier CADAUX, Alain DELMAS, Régine DOUSSIÈRE, Gilbert FAUCHER, Daniel GIOVANNACCI, Serge GRASSET, Pierre HERRGOTT, Irène LEBEAU, Madeleine MACQ, Yves MALRIC, Patrick SALSON, Richard SARRAU, Serge VÉDRINES

Étaient représentés : Régis VALGALIER par Irène LEBEAU

Secrétaire de séance : Gilbert FAUCHER

Date de convocation : 21 septembre 2021

Délégués du comité syndical		
En exercice : 23	Présents : 16	Pouvoirs : 1
Résultat du vote		
Pour : 17	Contre : 0	Abstention : 0

Vu l'arrêté préfectoral n°2014-43-64-004 du 30 décembre 2014, déclarant d'intérêt général le programme pluriannuel de gestion (PPG) des berges et du lit du Tarn (Aveyron), pour une période de 5 ans soit jusqu'au 30 décembre 2019, porté par la Communauté de communes Millau Grands Causses,

Vu l'arrêté de la Communauté de communes Millau Grands Causses en date 29 novembre 2018, portant transfert de bénéficiaire, au Syndicat mixte du bassin versant du Tarn-amont, ayant pour compétence la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations,

Vu l'arrêté préfectoral n°12-2018-11-29-003 du 28 novembre 2018, portant transfert de la DIG au Syndicat mixte du bassin versant du Tarn-amont et prorogeant la DIG jusqu'au 31 décembre 2021.

Vu l'objectif B2-2 « restaurer les zones d'expansion naturelle des crues et préserver les espaces de mobilité des rivières » du contrat de rivière Tarn-amont 2019-2024

Vu l'arrêté d'autorisation environnemental en date du 11 mai 2020 pour la restauration de l'espace de mobilité du Tarn dans le méandre de St-Hilarin.

Le président rappelle le contexte du projet et explique qu'il nécessite une maîtrise foncière. Les négociations ont été engagées depuis 2012 avec plusieurs propriétaires riverains. Des accords ont été trouvés et certains actes sont en attente de signature chez les notaires pour différentes raisons (succession suite au décès d'un indivisaire, attente de placement sous-tutelle). Les travaux n'ont pas pu être lancés et ne seront donc pas terminés avant la fin de validité de la DIG.

Une demande de déclaration d'intérêt général complémentaire spécifique au projet de St-Hilarin doit donc être déposée auprès de l'Etat pour couvrir la période d'exécution des travaux.

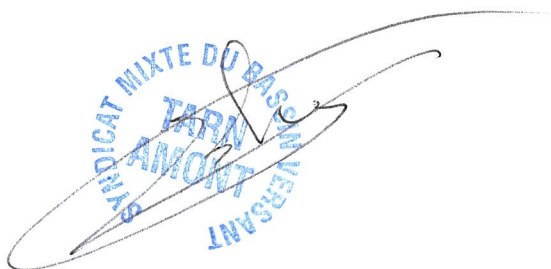
À l'unanimité, le comité syndical, après avoir délibéré,

Autorise le président à réaliser la demande de déclaration d'intérêt général spécifique à ce projet, et les formalités associées.

Ainsi fait et délibéré à La Malène, les jours, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

Le président, Serge VÉDRINES



Acte rendu exécutoire
après dépôt en préfecture
le 30 / 09 / 2021
et publié ou notifié
le 30 / 09 / 2021